

24 Nov. 14^{ème}
11 Déc
2017
Foire
Internationale de
LOME
Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo
Tél: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°547 du 09 Octobre 2017
Nouvelle
OPINION
Prix : 250F CFA

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Faire la différence entre les vrais et les faux :

L'autre difficulté
pour UNIR



La ministre Cini Lawson

**DÉCENTRALISATION DES SERVICES
DE SECOURS ET D'URGENCE VERS LES ZONES
RURALES ET PÉRI-URBAINES:**

**Faure Gnassingbé met
des ambulances tricycles
pour soulager les peines
des populations**

**RELANCE DES ACTIVITÉS DE
LA STT ET REVENDICATIONS
DES ENSEIGNANTS :**

**Le gouvernement
doit anticiper sur
les événements**

**OPÉRATION RENTRÉE
SOLIDAIRE 2017-2018:**

**Togo Cellulaire apporte son
soutien en vivres et non vivres
pour une bonne année scolaire**

Marches de la colère au Togo :

**Manifester mais dans le respect
des droits et libertés des autres**



Col Yack Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile



Guy Madjé Lorenzo, ministre en charge de la Communication

Bolloré l'Africain, Bolloré le colon :

**Le Bénin a pris ses responsabilités,
qu'attendent
les autres pays
africains ?**



Vincent BOLLORÉ

Alimentation dans les écoles togolaises : Plus de 200 000 enfants nourris par les cantines scolaires

Depuis quelques années, un programme destiné à nourrir les enfants dans les établissements publics a été mis en œuvre par le gouvernement. Les efforts du gouvernement dans ce sens s'inscrivent dans le cadre de pouvoir faciliter l'accès à l'école à tous les enfants quel qu'en soit la couche sociale. Ceci a été rendu possible grâce à la mise en place des cantines scolaires. Cette initiative permet à plus de 200 000 écoliers et élèves de recevoir au quotidien des rations alimentaires adéquates. Au menu, du riz, du haricot, des fruits et autres sont servis aux enfants chaque jour.

Dans les écoles primaires et secondaires des zones déshéritées, les acteurs concernés par les cantines scolaires s'attèlent avec dévotion pour donner satisfaction aux milliers d'enfants



Des écoliers à la cantine

à leur charge.

Les cantines scolaires trouvent leur fondement dans le Plan Sectoriel de l'Education (PSE). Révisé en décembre 2013 pour la période 2014 2025, ce plan a inscrit l'alimentation scolaire intégrée comme un levier de stimulation de la demande scolaire

et maintien des élèves à l'école.

Cette initiative est un atout majeur pour amener les enfants à aller à l'école sans aucun souci. Elle offre également d'importants avantages sur le plan nutritionnel, encourageant les ménages pauvres à envoyer et à

maintenir leurs enfants à l'école mais aussi concourent aux bons résultats scolaires. Le PSE s'est proposé de porter à 10%, 15% et 20% respectivement en 2015, 2016 et 2017 le taux de couverture des cantines.

Il envisage aussi maintenir la dynamique en mobilisant

1,630 milliards de francs CFA en 2015 ; 2,760 milliards de francs CFA en 2016 et 4,200 milliards de francs CFA en 2017.

En procédant récemment au lancement officiel de ce programme pour lequel le gouvernement a le soutien du PAM (Programme Alimentaire Mondial), la Ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mme Victoire Tomégah-Dogbé a indiqué qu'il s'inscrit dans une politique d'alimentation scolaire élaborée avec l'appui de ladite organisation. Elle servira de feuille de route pour l'inscription de l'alimentation scolaire dans la durée. Il ne sera plus question de fournir des repas à quelques écoles seulement mais à toutes les écoles primaires publiques du Togo.

Nouvelle Opinion



Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#

2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Marches de la colère au Togo :

Manifester mais dans le respect des droits et libertés des autres

L'opposition togolaise a organisé des manifestations politiques les 04 et 05 octobre à Lomé et dans certaines villes du pays. Ces manifestations politiques annoncées tambour battant par l'opposition comme pacifiques ont viré au vinaigre avec les comportements vils des militants qui s'en sont pris vertement aux paisibles citoyens les empêchant de vaquer librement à leurs occupations. D'autres militants de l'opposition au mépris des règles élémentaires de la démocratie ont érigé des barricades dans certains quartiers de Lomé bloquant du coup la circulation. Ces attitudes antidémocratiques ne peuvent aucunement laisser le gouvernement dans un mutisme.

Le gouvernement par l'entre-



Col Yark Damhame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

mise des ministres de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehane et son homologue de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation Civique, Guy Madjé Lorenzo ont

réagi illico presto par un point de presse.

Les deux ministres ont expliqué que, si la marche de l'opposition du mercredi 04 octobre s'est déroulée dans le calme, il



Guy Madjé Lorenzo, ministre en charge de la Communication

n'en a pas été le cas pour celle du jeudi 05 octobre qui a connu des actes de vandalisme et des comportements violents de la part des militants de l'opposi-

tion. Les ministres ont fait remarquer que des barricades ont été érigées et des citoyens voulant vaquer librement à leurs occupations ont été pris à partie, agressés et menacés.

Des incidents se sont également produits à l'intérieur du pays en marge de ces manifestations organisées par l'opposition. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, des groupes bien organisés ont quitté les marches pour s'en prendre à la population et s'attaquer aux biens publics et privés. Les informations officielles sont explicites. Le ministre de la sécurité a expliqué que de nombreux concitoyens ont été victimes d'actes de violence dans plusieurs quartiers de Lomé.

Ce qui est déplorable, certains groupes de manifestants se sont désolidarisés des autres pour aller attaquer des passants à Adidogomé, Akodéssewa, au grand marché, à Totsi, à Hedzranaoé et autres.

Face à cette atmosphère délétère, plusieurs commerçants ont dû fermer leurs boutiques pour éviter la colère de ces manifestants. Mais il faut avouer que, " ce que les gens attendaient, n'est pas arrivé ". Ces agissements ne peuvent être laissés sans suite et le gouvernement par la voix des ministres Yark et Lorenzo rassurent que des poursuites judiciaires seront engagées contre les auteurs de ces actes. " Une chose est de manifester et une autre est de respecter la liberté des autres qui ne manifestent pas ", a indiqué le ministre de la sécurité et de la protection civile.

Nouvelle Opinion

Tchagnao

Forum des premières dames de la CEDEAO au Niger :

président Faure Gnassingbé ouvre les travaux de l'édition 2017

Le 05 octobre dernier, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, président en exercice de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO, a procédé au lancement des travaux du forum des premières dames de l'organisation sous régionale à Niamey au Niger.

social protecteur et un environnement sanitaire adéquat aux citoyens de la CEDEAO qui sont les premiers acteurs de développement " A cet égard, le président de la république a insisté sur la mutualisation des efforts en vue d'une véritable synergie d'action et d'un partage d'ex-



Le Président Faure Gnassingbé saluant les officiels nigériens à son arrivée

Lors de cet évènement, le président de la république s'est félicité de l'initiative des premières dames de la CEDEAO visant l'épanouissement des enfants et le bien-être familial. Pour le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, en vue d'atteindre une croissance soutenue des économies, il est important " d'offrir un cadre

périence pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile. Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a lancé un appel au renforcement du processus d'intégration dans tous les domaines pour relever le défi de faire de la CEDEAO une véritable communauté des peuples.

" L'intégration réussie est



Une vue de l'assistance lors du forum

aussi celle où toutes les composantes de la société sont mises en situation de parvenir à une insertion sociale, économique et harmonieuse " a déclaré le président en exercice de la CEDEAO.

Le chef de l'Etat a salué les efforts entrepris en ce sens, et a réaffirmé la volonté de ses pairs à soutenir et à accompagner davantage les programmes du Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) en matière de prévention, de prise en charge et de réinsertion des femmes victimes des fistules obstétricales et des violences de toutes sortes. Le président de la répu-

blique n'a pas manqué également réaffirmer la détermination de la CEDEAO " à poursuivre la consolidation du cadre législatif et réglementaire destiné à renforcer les systèmes de protection de l'enfant et à promouvoir les droits des femmes et des jeunes filles en Afrique de l'ouest "

Lors de la cérémonie d'ouverture, le chef de l'Etat avait à ses côtés, son homologue Nigérien Issoufou Mahamadou, le président de la commission de la CEDEAO Alain Marcel De souza et le président du parlement sous régional.

Faire la différence entre les vrais et les faux :

L'autre difficulté pour UNIR

Dans quelques jours le parti au pouvoir UNIR organisera son tout premier congrès après plusieurs années d'existence. Ce sera l'occasion, la toute première, pour le parti d'installer ses vraies instances sur toute l'étendue du territoire national.

UNIR, c'est le parti au sein duquel grouillent et se bousculent une bonne partie des cadres de ce pays. Il nous souvient que tout parti politique est fondé sur une idéologie. Celle-ci quant à elle draine des militants qui en réalité y viennent par conviction. La conviction est dès lors très primordiale dans la vie de tout parti politique. Dans le cas du parti présidentiel, beaucoup se sont invités par intérêts qui, pour protéger leurs postes, d'autres pour se faire ouvrir des portes d'affaires. S'il y en a qui sont vraiment sincères et engagés pour le parti, il n'en demeure pas moins qu'il en existe nombreux qui jouent la grande hypocrisie en se faisant confondre avec les bons.

Tels des sorciers de village lors de leur forfait (tuerie), ils sont présents et aiment se faire voir justement, là où on n'a pas forcément besoin d'eux.

La confusion est grande d'autant plus qu'il n'est pas aisé de discerner le vrai de l'ivraie.

Ces derniers temps avec l'a-



Georges Aidam, 1er Vice-président du parti UNIR

vènement des réseaux sociaux ils sont nombreux à se verser sur ce terrain, certains sous de pseudo nom, d'autres ouvertement, rien que pour divertir les membres de la plateforme par leur prise de positions zélées, en faveur du parti. Des prises de position qui, en réalité, n'ont aucune portée puisque n'engageant que les mêmes, tous étant de UNIR.

Le phénomène s'est même élargi aux acteurs de haut

niveau qui eux aussi jouent à leur manière.

Des ministres et directeurs ayant bénéficié de gros avantages n'hésitent pas à n'engager aucune action publique aussi bien sur les médias que dans leur propres localités, de peur de quoi on ne sait. Il n'y a que peu qui au nom de leur engagement et surtout de leur conviction se positionnent, prennent ouvertement la défense ou expliquent quand cela est

nécessaire.

Beaucoup profitent, se gavent, se font assez de richesses, mais narguent en coulisses les populations et évitent de s'exposer.

Le parti qui va aujourd'hui au congrès avec la situation actuelle dans le pays doit comprendre qu'il ne doit pas commettre l'erreur, celle qui consiste à continuer naïvement avec ces faux militants qui sont parvenus à se faire passer pour de bons.

L'heure est pour le parti présidentiel à passer à ce qui lui est vital, donc fondamental pour son lancement réel.

Il y a des ministres d'ailleurs qui ont prouvé comme Pierre dans la bible qu'ils sont prêts à nier et à renier UNIR et même les actions gouvernementales dont ils tirent le maximum d'intérêts au cas où les choses tourneraient autrement.

Cina Lawson par exemple a aussitôt changé son numéro de portable lorsque ce numéro comme celui d'autres personnalités a été communiqué dans des plateformes afin qu'elle soit harcelée par les coups de fil si on venait à nouveau à couper la connexion. La ministre a nié

catégoriquement être responsable de quoi que ce soit avant que le coq ne chante. Triste militantisme n'est-ce pas !

Mieux, elle s'est achetée les services d'une certaine presse pour se dédouaner comme pour dire si demain rien ne marchait pour ce parti dont j'ai tant tiré profit, qu'on ne me traîne nulle part d'avoir fait couper la connexion.

Tout est clair que cette dame fait partie de ces militants UNIR sans conviction aucune qui disent oui aux avantages mais non au combat.

Elle veut tout mais pas surtout d'ennuis. Voilà pourquoi elle protège ses arrières en refusant d'endosser la responsabilité des coupures répétées de connexion sous la tutelle de ministre de l'économie numérique qu'elle occupe encore puisque les gains et avantages y afférents sont encore d'actualité.

Des Cina Lawson, on en a fabriqué beaucoup dans ce parti et avec le prochain congrès il faut savoir mettre de l'ordre dans la maison.

De toutes les façons, les choses ne doivent plus être comme avant ; le terrain même l'impose et vivement que le parti au pouvoir fasse tout son possible pour mettre une ligne de démarcation entre ceux qui profitent au détriment de ceux qui se battent et sont prêts à tout.

Tchagnao

Bolloré l'Africain, Bolloré le colon :

Le Bénin a pris ses responsabilités, qu'attendent les autres pays africains ?

L'histoire nous apprend que les pays africains ont acquis leur indépendance depuis les années 60. En réalité, s'il est vrai que les pays anglophones dans leur majorité ont su conserver leur autonomie, tel n'est pas encore le cas dans la plupart des pays francophones.

En effet, il n'est pas rare de constater aujourd'hui que les secteurs économiques les plus importants de bon nombre de pays africains de la zone francophone marquent les pas au rythme du bon vouloir de certaines firmes occidentales. Cette situation crée ce qu'il convient d'appeler justement une indépendance volontairement bradée.

Notre pays le Togo compte malheureusement parmi ces pays qui jouissent de cette indépendance évoluant à cloche-pied pour des raisons de



Vincent Bolloré

contrats kamikazes mettant en mal l'économie nationale. L'une des firmes internationales pointées du doigt aujourd'hui et dont le Togo constitue le souffre-douleur est Bolloré. Cette firme française offre de belles illusions aux pays qui lui prêtent naturellement le flanc.

Pendant plusieurs années durant, Bolloré a fait miroiter des chimères à bon nombre de pays d'Afrique dont le Togo. Aujourd'hui, les résultats obtenus de ce partenariat à perte et les désaveux qu'essuie cette société dans les pays voisins sont assez éloquentes pour qu'on en tire enfin la bonne

conclusion.

Depuis qu'elle est installée au Togo, la société Bolloré n'a su apporter des résultats pouvant booster de façon concrète l'économie nationale si ce n'est du pur vernissage doublé de boucan médiatique à effet ostentatoire.

D'abord, dès les premières heures de son installation, Bolloré n'a pu mieux trouver que de revoir à moitié les salaires des employés dont il a hérité de Progossa. Dans sa volonté permanente de faire rêver les Togolais pour mieux profiter de l'exploitation du patrimoine portuaire du pays, Bolloré promet la construction d'une voie ferroviaire qui n'a jamais connu de réalisation. La même société de M. Vincent va plus tard tenter de flatter les Togolais dans la construction d'un centre de cinéma et de

Suite à la page 7

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité
Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC
Siège: Adidoadin, PAvée prolongée,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiayao
Cel:91 36 37 55
jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao
El Hadj Arimiayao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Dalikou Lynda A.

Imprimerie:

IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage :

2.000 exemplaires

Décentralisation des services de secours et d'urgence vers les zones rurales et péri-urbaines: Faure Gnassingbé met des ambulances tricycles pour soulager les peines des populations

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé au cours de son mandat social, ne cesse de marquer des pas au profit des populations les plus vulnérables. Après le lancement d'Assur-School en ces débuts d'année scolaire 2017-2018, l'inauguration du Centre Médico-Social flamant neuf dans la localité de Morétan, le Président de la République vient de mettre à la disposition des populations des zones rurales et périurbaines des ambulances tricycles pour les secours d'urgence. Ce souci permanent d'assurer le mieux-être de la population togolaise a été concrétisé dans la préfecture de Blitta par le lancement officiel du Projet " SAFETY ".

Un projet qui permettra d'acheminer en urgence les patients en zones rurales et périurbaines vers les services de santé. La cérémonie du lancement s'est déroulée en présence du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile le Col Yark Damhane, représentant le Chef de l'Etat, du Préfet de Blitta Batossa Boukari, du Directeur exécutif de l'ONG-Pompiers Volontaires, Rock Lambony, ainsi que des bénéficiaires. On notait également la présence des autorités administratives, religieuses et traditionnelles ainsi que toute la population qui n'a pas voulu se faire conter l'évènement.

Aujourd'hui les populations des villages et hameaux lointains sont confrontées à d'énormes difficultés d'évacuation dans les cas d'urgence médicale des malades, les femmes enceintes, les blessés ou tout autre besoin vers les services de santé les mieux équipés pour y recevoir des soins appropriés.

Pour pallier à ce problème qui dès fois fait perdre la vie à certaines personnes, le Chef de l'Etat à travers le projet " SAFETY " inscrit une fois de plus le bien-être des populations comme une priorité majeure de sa politique. Ce projet de premier secours pour une couverture nationale en termes d'évacuation sanitaire dans les zones rurales et péri urbaines permettra à chaque préfecture de bénéficier d'une couverture d'assistance sanitaire.



Des ambulances tricycles du projet SAFETY

Il vise également à organiser dans toutes les régions du pays, les jeunes de certains milieux ruraux en Groupement d'Intérêt Economiques (GIE) qui seront dotés des tricycles ambulances pour assurer l'évacuation de leurs frères et sœurs en cas de besoin.

Au-delà des ambulances, d'autres motos sont aussi mises à leur disposition pour faire face aux charges d'amortissement et de maintenance des engins tout en leur garantissant une rémunération.

Bien au-delà, " SAFETY " offre aussi aux pouvoirs publics la possibilité de réorganiser le monde des taxi-moto qui, depuis des années sont devenus un casse-tête pour services étatiques en charge de la sécurité routière. Pour ce lancement qui témoigne la volonté du Chef de l'Etat d'assurer le bien-être des togolais, le Préfet de Blitta Batossa

Boukaria, au nom de sa population remercié Faure Gnassingbé pour cette offre qui répond effectivement aux besoins du ministère de la sécurité et de la protection civile. Le



Des bénéficiaires du projet SAFETY

préfet de Blitta est convaincu qu'à travers ce projet, les jeunes pourront jouer leur part dans l'accroissement de l'économie et l'amélioration de



Remise officielle des clés des tricycles par le ministre Yark Damehame (dt)

l'état de santé de leurs différentes localités et préfectures. Il a réitéré l'engagement et le soutien de la population à la politique de paix, de cohésion, d'ouverture, de développe-

cette belle et louable initiative qui favorisera l'auto emploi et la détermination des communautés à se prendre en charge elles-mêmes dans certains domaines vitaux. Il a saisi cette occasion pour en appeler les uns et les autres au sens de civisme afin de soutenir et d'accompagner le projet qui vient renforcer les autres initiatives déjà réalisées par le Chef de l'Etat.

Signalons que pour l'ensemble du projet, il est prévu quatre-vingt-douze (92) tricycles ambulances, quatre-vingt-douze (92) motos deux roues, quarante-six (46) tricycles passagers et quarante-six (46) tricycles bagage. Pour la réalisation de ce projet, 372 jeunes volontaires se sont mobilisés pour la cause dont une vingtaine de filles recrutés sur toute l'étendue du territoire ont été formée en secourisme, code de la route et en entrepreneuriat.

Kodjovi

ment et d'intégration économique du chef de l'Etat.

Au regard des multiples avantages qui sont liés à ce projet, le ministre Yark Daméhame s'est félicité de

Meeting de sensibilisation de la majorité présidentielle :

La Jeunesse et les femmes du parti réaffirment leur engagement au référendum

Le Chef de l'Etat dans sa volonté de mener des réformes constitutionnelles et institutionnelles tant souhaitées par l'ensemble de la classe politique, avait introduit un avant-projet de loi au niveau de l'Assemblée Nationale.

Contre toute attente, ce projet a été voté par les 2/3 des députés au lieu des 4/5 prévus par les textes. Un résultat qui a été obtenu sans la participation de l'opposition et qui oblige le gouvernement à recourir au peuple pour trancher à travers un référendum.

Pour réaffirmer leur ferme



Les cadres de UNIR au premier rang d'une grande mobilisation pour la paix

engagement à aller à ce référendum qui tranchera la question des réformes tant récla-

mées, la jeunesse de la majorité présidentielle et les femmes de la majorité ont tenu les 04 et 05

octobre dernier sur le terrain de forever un grand meeting de

Suite à la page 7

Opération rentrée solidaire 2017-2018 :

Togo Cellulaire apporte son soutien en vivres et non vivres pour une bonne année scolaire

Depuis le 02 octobre dernier la rentrée scolaire a été effectuée sur toute l'étendue du territoire national. Les élèves du primaire, des collèges et du lycée ont tous repris le chemin des classes. La société de téléphonie mobile Togo Cellulaire pour marquer cette nouvelle année scolaire, s'est une fois encore engagée aux côtés du gouvernement, des associations et ONG en vivre et non vivre pour le bien être de enfants en situation de vulnérabilité.

Une action qui démontre combien de fois cette société de la téléphonie mobile du Togo a un attachement pour la réussite et pour devenir des futurs cadres de demain. Fidèle



Remise symbolique du don à l'Agence de Solidarité Nationale

à sa tradition, Togo Cellulaire avec toute sa délégation a démarré depuis le mardi 3 octobre 2017 son opération rentrée solidaire qui consiste à

faire don de kits scolaires et de vivres aux enfants en situation de vulnérabilité c'est-à-dire les enfants issues de ménages très pauvres, des orphelins



Photo de famille après le don au siège de Lions Clubs Lomé Diamant

ou enfants vivants dans les orphelinats ou autres centres d'accueils. Le ton de cette opération rentrée solidaire 2017-2018 a été donné au niveau de l'agence de solidarité nationale où Mme Tchabinandi Kolani-Yentcharé ministre de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation a réceptionné un important lot des mains de M. Ago Bazaa directeur commercial et marketing de Togo Cellulaire. Ce lot qui ira aux jeunes démunis est composé de cahiers, d'ensemble géométrique, de sacs, de tissus kaki et des vivres (bidons d'huile, sucre, riz..).

Très heureuse par ce geste de Togo Cellulaire qui vient soulager la peine de milliers d'enfants et parents d'élèves en cette période de rentrée scolaire, la ministre de l'action sociale n'a pas manqué de saluer la générosité de cette société qui a toujours accompagné le gouvernement dans ses efforts de lutte contre la réduction de la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle est revenue ensuite sur les chiffres en précisant que de 2010 à 2016, grâce à une assistance d'envergure, plus de 56.000 élèves ont pu effectuer dans de bonnes conditions la rentrée scolaire.

Entre 2011 et 2016, le coût estimatif des dons à l'endroit des enfants démunis est de 28 000.000 de F.CFA. Pour elle cette action participe à la réduction des abandons et au sentiment de stigmatisation en milieu scolaire. Elle a rassuré le donateur que le lot de fournitures scolaires et de vivres offerts parviendra aux bénéficiaires.

Cette même activité s'est poursuivie dans la journée de jeudi 05 octobre 2017 où l'é-

quipe de Togo Cellulaire était au siège de Lions Clubs Lomé Diamant et au C.E.G Amadahomé pour la même cause.

Au niveau de Lions Clubs Lomé Diamant, c'est les premiers responsables qui ont réceptionné des mains de M. Koufessi Laurent, Chef division marketing à Togocel les importants lots de kits scolaires et de vivres.

Pour cet important lot qui sera destiné aux élèves de L'EPP Zalivé dans la préfecture des Lacs, Raoul Amoyi, président de ce club s'est estimé heureux car c'est un ouf de soulagement qui permettra à ceux-ci d'effectuer une rentrée scolaire en toute sérénité. Tout en saluant ce geste de la téléphonie mobile Togo Cellulaire, il a lancé un appel aux autres sociétés de la place à emboîter le pas pour une réalisation parfaite de l'objectif 4 des ODD.

A la dernière étape à Amadahomé, l'équipe a été accueillie par une ambiance festive des élèves dudit collège. A ce niveau c'est L'ONG "Amour de la Jeune Fille pour la Science et la Technologie (AJFST) qui a eu à bénéficier de ce don au profit des enfants démunies.

Pour l'honorable Zankpé président d'AJFST, cette assistance qui est devenue une tradition chez Togo Cellulaire, participe beaucoup à l'épanouissement des élèves tout au long de l'année scolaire. Rappelons que cette action de solidarité sera effective sur l'ensemble du territoire national et permettra aux jeunes en situation de vulnérabilité de pouvoir effectuer une bonne année scolaire 2017-2018.

Elom

Relance des activités de la STT et revendications des enseignants :

Le gouvernement doit anticiper sur les événements

Le climat politique dominé par les manifestations de rue perturbe déjà le déroulement normal des activités sociopolitiques du pays. A ce climat politique tendu, viennent s'ajouter les mouvements d'humeur des enseignants en ce début d'année scolaire 2017-2018.

En effet, au moment où les partenaires de l'éducation et le gouvernement font déjà face aux revendications de la Coordination des Syndicats de l'Education du Togo (CSET), nous apprenons que non seulement les fédérations syndicales de l'éducation forment déjà une union qui a déposé un préavis de grève au gouvernement dans le cadre du statut particulier de l'enseignement, mais aussi, la Synergie des Travailleurs du Togo (STT), lors de son Assemblée Générale de vendredi dernier, prévoit poser elle aussi une plateforme revendicative renfermant les points non satisfaits dans sa plateforme revendicative de départ. Et le vendredi, 13 octobre prochain est la date fixée pour la relance du courrier à l'autorité.

Face à cette grogne sociale supplémentaire qui s'annonce, il devient impérieux que le gouvernement anticipe sur les événements.

Pour y parvenir, il urge de prendre le plus tôt possible le



Mme Nadou Lawson, Coordinatrice de la STT

taureau par les cornes. Cela signifie en d'autres termes que bien avant l'expiration des délais de préavis de grève déposés par les organisations syndicales, le gouvernement a l'obligation d'organiser une assise avec les premiers responsables syndicaux concernés en vue de poser clairement le problème et envisager à court et à moyen termes les approches de solutions pour éviter de nouveaux mouvements de grèves.

Du côté des enseignants, il s'agira par exemple de revoir les points faisant l'objet de désaccord en vue d'un terrain d'entente autour d'une table. La question du montant à arrêter pour la prime unique contenue dans le statut particulier peut également faire l'objet de discussions avant l'expir-

ation des délais de préavis de grève. Il en est de même pour les amendements des articles du statut particuliers proposés par la partie syndicale.

La STT envisage, quant à elle, se retirer du cadre créé pour la fusion de toutes les revendications posées par les centrales syndicales en général pour relancer ses propres mouvements comme elle les avait menés par le passés.

Parmi les points à revendiquer, figurent ceux de la revue à la hausse de la grille indiciaire, de l'indemnité du départ à la retraite, de l'octroi de 280 points sur le point d'indice.

Seule l'ouverture d'un dialogue rapide peut désamorcer cette grogne sociale en perspective.

La Rédaction

Bolloré l'Africain, Bolloré le colon :

Le Bénin a pris ses responsabilités, qu'attendent les autres pays africains ?

Suite de la page 4

Blue Zone dont on ne voit jusqu'à ce jour aucune importance dans un pays qui manque de centres de santé, de salles de classes et d'eau potable tout comme dans la plupart des pays africains.

Il est aisé de se rendre compte à ce jour que notre port en eau profonde dont l'exploitation fut confiée à Bolloré va à vau-l'eau et comme tout cela ne suffisait pas, la firme de Vincent s'invite dans le secteur de la télécommunication, un autre secteur juteux et vitale de l'économie du pays.

A voir de près, les grandes implications de la firme de Vincent dans les secteurs déterminants de l'économie du pays, on se demande si ce colon déguisé n'ira pas nous imposer ces desideratas aux heures décisives dans l'avancée de notre pays en matière de développement écono-

mique social et surtout politique

Le Togo n'est pas le seul pays où Bolloré tire profit du port. Au Cameroun, la même firme française a le monopole de deux ports, il s'agit du port de Douala et du port Kribi. On ne passera pas sous silence le projet Camrail (Cameroun rail) confié à Bolloré dont les locomotives et les vagonnets datent de l'époque coloniale. On se souvient d'un grave accident ferroviaire qui a fait plusieurs dizaines de mort à cause de l'état défectueux aussi bien des installations des rails que de la locomotive. Bolloré est présent également en Guinée et au Bénin.

Les semaines écoulées, les Béninois ont compris que loin de contribuer à leur bien-être, Bolloré ne cherche qu'à les exploiter davantage. Dans le dossier de la construction du chemin de fer Cotonou -

Niamey, la firme Française sous le régime Yayi Boni s'était mal prise en usurpant et en s'appropriant ce projet conçu et monté de toutes pièces par un natif, un digne fils du Bénin.

Aujourd'hui, la justice

Béninoise a osé et a dit le droit en restituant le projet à l'initiateur qui en a toutes les capacités de conduire les travaux ainsi amorcés par le "colon". Cette sonnette d'alarme doit interpellé tous les autres pays

du continent ayant de la peine à se soustraire du joug de la multinationale qui, fièrement, nargue le continent avec un slogan révoltant : "Bolloré l'Africain".

N.O.

Un ex-marin arrêté en possession de 4 pointes d'ivoire dont un sculpté, déféré à la prison civile de Lomé

Les agents de l'Office Central de Répression du Trafic illicite de Drogue et du Blanchiment (OCTRIDB) et du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo, ont interpellé ce lundi 02 octobre 2017 à Lomé, un ex-agent de la Marine togolaise en possession de 3 pointes d'ivoire brutes et une pointe sculptée. Il a été déféré vendredi à la prison civile de Lomé.



Le présumé trafiquant de pointes d'ivoire a été pris

en flagrant délit au cours d'un contrôle de routine des agents d'OCTRIDB, au niveau du grand carrefour de GTA. En effet, GUMEDZOE Koffi Mawuli, c'est de lui qu'il s'agit, était à bord d'un taxi avec les pointes d'ivoire, avant son arrestation.

Il ne s'attendait pas à un tel scénario. Lorsque le taxi qu'il a affrété a été immobilisé par les Agents d'OCTRIDB, il a eu une peur bleue. "Je suis votre élément", a-t-il lancé, pensant avoir la clémence des agents. Il a aussitôt reconnu être le propriétaire des pointes d'ivoire saisies et qu'il allait les vendre.

Il lui est reproché le délit de détention, circulation et commercialisation de pointe d'ivoire d'éléphant réprimé par la loi cadre de l'environnement du Togo qui dans son article 62 stipule que l'exploitation, la commercialisation et l'exportation de ces espèces animales et végétales protégées sont réglementées. Malheureusement des défenses d'ivoire d'éléphant transitent par le Togo où ils sont transformés rapidement en bijoux, et être exportés rapidement et en grande quantité vers l'Asie. Ainsi, le sieur GUMEDZOE a été déféré vendredi 06 octobre 2017, à la prison civile de Lomé.

L'article 796 du code pénal du Togo stipule : "Quiconque fait circuler, vend, importe, exporte ou fait transiter le animaux sauvages, vivants, des trophées sans autorisation est puni d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an à six (6) mois et d'une amende de cent (100) mille à cinq (5) cent mille francs CFA ou de l'une de ces deux pei-

nes"

Le crime faunique est un crime organisé transnational qui occupe le 4ème rang de commerce illicite dans le monde après la drogue, les armes et êtres humains, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Il amasse des bénéfices illicites d'environ 19 milliards de dollars chaque année. Il ne s'agit pas du simple braconnage localisé.

Le commerce illégal des espèces sauvages menace la survie de nombreuses espèces dans la nature. Au cours des trois dernières années, environ un cinquième de la population totale d'éléphants d'Afrique a été tuée pour l'ivoire, selon l'UICN. L'escalade du trafic d'espèces sauvages au cours des dernières années constitue une menace pressante pour la conservation et la sécurité dans le monde.

Le trafic d'espèces sauvages génère d'énormes profits illégaux pour des organisations criminelles complexes qui sont souvent responsables de l'abattage, du transport et de la commercialisation de produits illégaux issus des espèces sauvages. Le trafic d'espèces sauvages corrompt les gouvernements, porte atteinte à l'État de droit, et contribue au financement du crime organisé et des groupes d'insurgés.

Selon les rapports du Système d'Information sur le Commerce des Eléphants (ETIS), le LRA de Joseph KONY se finance avec la contrebande d'ivoire d'éléphant pour déstabiliser l'Afrique. Chaque 15 minutes, un éléphant est tué pour son ivoire, soit environ 100 par jour. Espérons que la Justice togolaise entende le cri de Ban Ki Moon "c'est une crise environnementale, économique et sécuritaire.....le commerce illégal est une grave menace pour la sécurité, la stabilité, l'économie, les ressources naturelles et le patrimoine culturel de nombreux pays d'Afrique".

Contacts : rens@eagle-enforcement.org, www.eagle-togo.org

Meeting de sensibilisation de la majorité présidentielle : La jeunesse et les femmes du parti réaffirment leur engagement au référendum

Suite de la page 5

sensibilisation à l'endroit de leurs militants et militantes.

L'objectif était de les éduquer sur les vertus de la paix, de la non-violence et du vivre-ensemble. C'était une occasion pour eux de réfléchir ensemble sur la terminologie de référendum et la nécessité d'y participer.

Pour ce meeting géant aux couleurs du parti UNIR, cette jeunesse représentée par Noël De Poukna estimé que la démocratie et le pouvoir s'obtiennent dans les urnes et non à travers les rues.

Une occasion de plus pour cette jeunesse de la majorité de témoigner une fois de plus son attachement et son soutien inconditionnel à la politique de paix et de cohésion sociale du Président Faure Gnassingbé qui ne ménage aucun effort pour le bien-être des Togolais de tous bords.

A la question de savoir si le débat est définitivement clos et d'en appeler la population surtout la jeunesse à un référendum, M. Noël De Poukna expli-

qué qu'eu égard à ce qui s'est passé au niveau de l'Assemblée Nationale, où les 2/3 ont voté le projet de loi qui a été introduit par le gouvernement, la voie légale est celle d'aller au référendum où le peuple pourra bien s'exprimer à travers les urnes et non dans les rues.

Selon lui, cette voie est plus authentique et plus légitime.

Pour lui, c'est un exercice démocratique qui permettra à tout le monde de se mettre d'accord sur les réformes à opérer ainsi que sur les modalités de leur mise en œuvre. Pour eux, l'heure est donc à la mobilisation mais aussi à la confrontation d'idées et à l'animation de la vie politique par des débats riches, utiles et constructifs.

Pour cette jeunesse de la majorité, le représentant a affirmé que sa conviction est la préservation de la paix et de la cohésion nationale pour bâtir un état de droit dans lequel les institutions seront fortes et stables permettant le bon vivre des citoyens.

Junior

TOGO CELLULAIRE



Comment
retrouver
mes
contacts ?



mon
repertoire
en sécurité

LA SOLUTION

**EN CAS DE VOL OU PERTE
DE VOTRE MOBILE**



Le nouveau service qui vous permet de sauvegarder votre répertoire SIM



service client : 888 www.facebook.com/togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo

Tél(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37

Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg